

Trangresser l'opinion majoritaire

Face à la dictature du relativisme et au règne de l'opinion qui bannit de la Cité toute référence à la foi et à ses exigences morales, il faut bien envisager une stratégie de résistance et d'innovation, une dissidence catholique. Des idées pour construire une « contre-société » chrétienne.

Philippe DARANTIÈRE

Les catholiques français ont une responsabilité historique à l'égard de leur pays, construit générations après générations. Or nous constatons aujourd'hui que l'exercice de cette responsabilité est devenu impossible, sauf à assumer notre désaccord fondamental avec les principes qui fondent la société française contemporaine. Être en désaccord se dit en latin « *dissidere* », qui a donné le mot dissidence. La dissidence n'est pas un repli communautaire, un retrait du monde ou une fuite utopique vers un hypothétique paradis terrestre. Elle consiste dans le refus d'être l'acteur de son propre système d'oppression.

La dignité de l'homme

C'est faire œuvre de dissidence que de s'opposer à l'opinion sociale dominante au nom d'un éclairage moral supérieur, que de faire le choix de sa conscience comme instance souveraine des décisions à prendre, que de mettre sa vie en cohérence avec la vérité qu'elle réclame. La dissidence doit se traduire en actes, car l'action est l'expression naturelle de la liberté.

Le choix de la dissidence découle des conditions actuelles de l'engagement temporel des catholiques. Elles sont marquées par deux caractéristiques : une pressante invitation des laïcs à agir de la part du Magistère romain, et l'avertissement prophétique par l'Église d'un mal qui ronge nos sociétés : « *L'on est en train de mettre sur pied une dictature du relativisme qui ne reconnaît rien comme définitif et qui donne comme mesure ultime uniquement son propre ego et ses désirs* » (cardinal Ratzinger, homélie de la messe d'ouverture du conclave, le 18 avril 2005).

L'évolution politique actuelle a ceci de particulier qu'elle n'est pas une évolution des institutions, puisqu'elle s'inscrit dans le cadre du fonctionnement normal de la démocratie, mais qu'elle est une évolution des principes. Il s'agit de la substitution de la démocratie (le gouvernement du peuple) par une doxo-cratie (le gouvernement de l'opinion). Ce gouvernement de l'opinion repose sur une valeur fondatrice : le relativisme. Le seul critère de la vérité devient l'opinion majoritaire. La démocratie acceptant la pluralité d'opinions, il est anti-démocratique de prétendre qu'il existe une vérité qui puisse se situer au-delà de l'opinion majoritaire. La société sécularisée refuse une conception de la laïcité qui ferait encore la moindre place au spirituel. Pour l'idéologie laïciste, le but n'est plus d'enfermer la religion dans la sphère strictement privée, mais de l'extirper de l'homme. C'est toute la logique de cette nouvelle anthropologie conquérante que le Pape a nommé le « *laïcisme intolérant* ». Le danger pour l'Église ne vient plus de sa marginalité



« Il faut déplacer le combat de l'échiquier électoral vers l'échiquier culturel. »

politique. Il vient de la marginalisation de sa vision de l'homme.

Pour tenter d'enrayer la montée de la « *dictature du relativisme* », quelle stratégie faudra-t-il mettre en œuvre ? Il faut ici examiner trois considérations importantes.

Des voies nouvelles

Première considération : il n'existe pas une stratégie d'action politique catholique. La politique est le champ de la pluralité des solutions. Ce point a été difficile à admettre pour les catholiques français. Depuis la seconde moitié du XX^e siècle, ils se sont adaptés progressivement aux contingences du pluralisme politique, mais en ne quittant qu'à regret la perspective d'un changement de régime qui serait passé par une prise du pouvoir par les urnes. Il subsiste un mythe solidement enraciné des « *bonnes lois* », votées par une « *bonne majorité* », qui permettrait de réformer notre pays. C'est le primat d'une stratégie legaliste, qui reconnaît la légitimité de la chose votée, et qui compte sur le caractère normatif de la loi pour enraceriner le changement social. Selon cette stratégie, la conquête électorale du pouvoir est le préalable indispensable à une réforme législative. L'inconvénient, c'est que cette stratégie legaliste n'a permis jusqu'à nos jours ni la victoire d'une majorité catholique, ni même la défense des valeurs morales dans la société. On constate au contraire l'échec historique de la « *stratégie de la digue* », qui a consisté à mobiliser toutes les forces vives pour lutter contre la

montée de la subversion morale.

Deuxième considération : un régime démocratique n'est pas nécessairement légitime. Dans un texte d'une importance capitale daté de 2002, le cardinal Ratzinger dit ceci : « *L'Église a conscience que si, d'une part, le chemin de la démocratie exprime au mieux la participation directe des citoyens aux choix politiques, d'autre part, il n'est possible que dans la mesure où il est fondé sur une juste conception de la personne.* » Ce texte provient de la *Note doctrinale concernant certaines ques-*

tions sur l'engagement et le comportement des catholiques dans la vie politique, publiée par la Congrégation de la Doctrine de la Foi et approuvée par le pape Jean-Paul II.

L'importance de cette note doctrinale vient des limites qu'elle fixe au champ de l'action politique pour les catholiques :

- la condition de la participation démocratique est le respect par celle-ci de la dignité de la personne ;

- il n'est pas permis aux catholiques d'utiliser leur droit de vote en faveur d'un programme ou d'un parti dont l'objet serait opposé à la foi.

Ce point est explicitement souligné par la note doctrinale : « *La conscience chrétienne bien formée ne permet à personne d'encourager par son vote la mise en œuvre d'un programme politique ou d'une loi dans lesquels le contenu fondamental de la foi et de la morale serait évincé par la présentation de propositions différentes de ce contenu ou opposé à lui.* »

Troisième considération : il faut inventer une nouvelle façon de faire de la politique.

La stratégie catholique de l'action politique doit emprunter des voies nouvelles, en déplaçant le combat de l'échiquier électoral vers l'échiquier culturel. C'est ce à quoi nous invite la note doctrinale signée par le Cardinal Ratzinger : « *Il ne suffit pas de penser, et ce serait réducteur, que l'engagement social des catholiques puisse se limiter à une simple transformation des structures, car si à la base il n'y a pas une culture capable de recevoir, de justifier et d'envisager les exi-*

gences qui découlent de la foi et de la morale, les transformations resteront toujours sur des fondements fragiles. »

Il faut donc adopter dès maintenant une posture offensive, et agir sur les points faibles du système dictatorial qui émerge, en occupant les interstices laissés libres ou moins surveillés.

Un front offensif

La posture offensive passe par une nécessaire transgression de la morale majoritaire. Il s'agit de manifester en acte que les normes de cette morale ne sont pas les nôtres en attaquant ses codes, ses principes ou ses gardiens, révéler leurs contradictions, les rendre dérisoires. Il faut adopter une stratégie de changement comportemental, c'est-à-dire provoquer le changement des mœurs par la suggestion de modes d'agir et de penser qui se propagent par imitation, de façon mimétique. Partout où nous sommes, il s'agit de créer des structures alternatives au système actuel, qui se coordonnent entre elles sur la base de réseaux d'amitié. Partageant des objectifs communs, mettant en œuvre des moyens de communication fluides et directs, ce type d'organisation préfigure le changement moral de la société visé par l'activité militante mise en œuvre. La complémentarité de ces actions contribuera à créer un véritable « front » collectif pour le changement.

La somme de toutes ces actions exprimera ce que nous pouvons appeler la stratégie de la dissidence catholique. Elle consistera à libérer la puissance d'une « *contre-société* » chrétienne au sein de notre société a-chrétienne et de plus en plus antichrétienne, pour construire ici et maintenant une société témoignant des exigences chrétiennes de la vie sociale et morale. Il faut donc faire émerger, multiplier et croiser entre eux les projets de cette contre-société, pour qu'ils deviennent des points de résistance irréversibles et incontournables.

Il faudra aussi accepter de payer le prix du témoignage de nos valeurs : le mépris, qui nous environne déjà ; la marginalisation, que connaissent déjà certains ; la peur, qui est le moteur commun du système, celle qui nous retient de nous singulariser alors que nous ne risquons rien. « *Il ne faut pas désirer vivre à tout prix, mais vivre hors du mensonge* », disait Soljenitsyne. La seule chose que l'on peut opposer au néant relativiste, c'est la vie dans son exigence de charité, la culture dans son exigence de vérité et la dignité de l'homme dans son exigence de liberté revendiquée.

Faisons notre devise de ce répons de l'hymne à la Sainte Vierge *Ave Regina Caelorum* : « *Da mihi virtutes contra hostes tuos* », Donne-moi la force contre tes ennemis. Notre Dame de France, priez pour nous ! ♦